

Willson, Bruce F. *The Energy Squeeze : Canadian Policies for Survival*, James Lorimer and Co. Publishers, Toronto, 1980, 158 p.

Annemarie Jacomy-Millette

Volume 13, Number 3, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701413ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701413ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jacomy-Millette, A. (1982). Review of [Willson, Bruce F. *The Energy Squeeze : Canadian Policies for Survival*, James Lorimer and Co. Publishers, Toronto, 1980, 158 p.] *Études internationales*, 13(3), 596–596.
<https://doi.org/10.7202/701413ar>

« western ». Le temps que met l'auteur à admettre l'impact pour l'Inde du traité militaire américano-pakistanaï; sa sévérité à l'empressement de Nehru qui accepte la Chine maoïste, en sont deux exemples. Il y en a d'autres.

Jean Roch PERRON

Département d'histoire
Université Laval

WILLSON, Bruce F. *The Energy Squeeze: Canadian Policies for Survival*, James Lorimer and Co. Publishers, Toronto, 1980, 158 p.

Comme le souligne l'avant-propos d'Abraham Rotstein, économiste canadien bien au fait des problèmes nationaux, le tableau brossé par l'auteur, et surtout ses conclusions sur les orientations que doit prendre la politique énergétique nationale, n'emportent pas l'adhésion de tous. Mais l'effort de synthèse concise tant au plan des faits d'hier, d'aujourd'hui et de demain, que des problèmes rencontrés, constitue l'intérêt principal de cette recherche. Il s'agit d'ailleurs d'une réflexion qui s'appuie sur une longue expérience de travail (35 années) dans l'industrie énergétique.

En dépit du fait que le Canada est aujourd'hui un exportateur net d'énergie, c'est à un constat d'échec qu'aboutit l'auteur en ce qui concerne les principales orientations de la politique énergétique du Canada au cours des dernières décennies. Il écrit avant l'adoption du programme énergétique national d'octobre 1980 que la politique du gouvernement fédéral a consisté à suivre les orientations tracées par l'industrie du pétrole tout en espérant qu'une solution se dégagerait progressivement. Ce jugement n'est pas absolument conforme à la réalité car les premiers jalons de la politique interventionniste et de canadienisation du gouvernement fédéral dans le domaine énergétique, qui s'est cristallisée dans le programme de Marc Lalonde d'octobre 1980, ont été po-

sés dès le premier choc pétrolier de 1973-74. Une stratégie gouvernementale est apparue, offensive au plan interne, défensive vis-à-vis des intérêts étrangers dans ce secteur majoritairement américain. Elle s'est traduite par de nouvelles mesures fiscales, la limitation des exportations de ressources énergétiques, etc.

Parmi les recommandations de l'auteur pour l'avenir, notons la mise en place d'un programme véritablement national d'approvisionnement énergétique, la mobilisation des deux secteurs, le public et le privé, tournés vers l'objectif-cible d'autosuffisance énergétique. Cette autosuffisance impliquerait notamment le développement des réserves des sables bitumineux, c'est-à-dire à moyen terme la garantie des approvisionnements en hydrocarbures. De plus, la recherche et le développement devraient permettre de promouvoir les énergies de substitution. L'auteur insiste également sur la nécessité de résoudre les conflits d'ordre constitutionnel entre les niveaux de gouvernement et préconise d'attribuer aux autorités fédérales les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour l'adoption de solutions nationales répondant à des besoins véritablement nationaux. Il préconise de ce fait une politique interventionniste du gouvernement fédéral, tout en reconnaissant au secteur privé un rôle d'apport pour contribuer au développement de grands projets. La pièce maîtresse de ses recommandations est la constitution d'une société nationale de l'énergie qui serait responsable de ce vaste secteur et qui jouerait un rôle essentiel de coordination et contrôle. Comme en témoigne le titre *Canadian Policies for Survival*, ses recommandations ne sont pas de simples vues de l'esprit; elles constituent pour lui des impératifs pour la « survie » du Canada, survie à la fois politique et économique. La thèse défendue dans ce livre s'inscrit dans les visées du gouvernement fédéral canadien à l'aube de la décennie quatre-vingts.

Annemarie JACOMY-MILLETTE

Centre québécois de relations internationales